

COMMISSION SUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE ET DE L'AGROALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS

PRÉSENTATION DU MÉMOIRE DE LA TABLE AGROALIMENTAIRE DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

Monsieur Charles Proulx, Président de la table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches (TACA)

Monsieur Jean-Michel Bordron, Directeur de la Table agroalimentaire de Chaudière-Appalaches

**MONTMAGNY
29 MARS 2007**

Qui sommes-nous ?

La Table Agroalimentaire de Chaudière-Appalaches (TACA) est une organisation régionale œuvrant au développement du secteur agroalimentaire. Comme les autres membres du réseau des Tables de concertation agroalimentaire du Québec (TCAQ), la TACA travaille, par la concertation des acteurs, à la création d'alliances au sein de la filière régionale dans le but de générer des occasions d'affaires.

La TACA intervient surtout auprès des PME de la production agricole, de la transformation et du commerce de détail sur les champs de la valeur ajoutée, de la promotion des produits et de l'accès aux marchés. Ces problématiques appartiennent toutes aux enjeux que notre secteur doit relever.

Notre mémoire comporte 15 recommandations que nous pensons importantes pour l'avenir du secteur agricole et agroalimentaire québécois. Notre propos de ce soir s'attachera à en faire ressortir les éléments les plus fondamentaux, et ce à partir de 3 mots que nous souhaitons voir dicter les orientations futures du secteur agroalimentaire québécois.

ÉDUQUER

Si l'on considère que l'actuel contexte macro-économique, qui se caractérise entre autres éléments par une forte ouverture des marchés, la libre circulation des produits, le vieillissement de nos sociétés occidentales et la non intervention des gouvernements dans les relations commerciales, est durablement installé, force est de constater que le consommateur québécois a dans ses mains bon nombre des leviers agissant sur le développement du secteur. Ce consommateur doit prendre conscience de l'importance de ses comportements sur le maintien de ses conditions de vie. Il doit, par exemple, modifier ses habitudes alimentaires pour se maintenir en santé. Il doit aussi comprendre que de ses décisions d'achats dépendent les emplois du Québec et la création de richesses dont il bénéficiera lui-même en retour. Il doit enfin assumer les coûts de ses demandes de produits de qualité. Bref, il doit montrer davantage de cohérence dans ses décisions quotidiennes.

Pour l'aider dans cette affirmation de cohérence, le consommateur doit recevoir l'appui des gouvernements à qui il revient d'assurer la permanence et le renforcement des liens internes à toute société. Par ailleurs, de telles interventions de l'État ne pourront être remises en cause à l'intérieur des accords commerciaux qui tendent à réduire les champs d'interventions des élus.

C'est pourquoi nous souhaitons que le gouvernement québécois définisse des politiques agricoles accordant une attention particulière aux objectifs de santé publique, et développe des campagnes d'information et de sensibilisation des citoyens sur deux registres :

- D'abord sur l'attention qu'il doit porter à son alimentation pour freiner la montée des coûts sociaux de la santé à la charge de la collectivité,
- Ensuite sur les conséquences positives pour l'économie québécoise lorsqu'il favorise les produits du Québec.

DÉVELOPPER

Le secteur agroalimentaire québécois a encore un bel avenir. Nous en sommes convaincus en Chaudière-Appalaches et c'est pourquoi les acteurs régionaux se sont dotés d'un plan stratégique de développement par lequel nous voulons organiser et valoriser un secteur des plus prometteurs.

Cependant, quand bien même l'avenir est prometteur, cela n'empêche ni les remises en cause ni l'urgence d'opérer des choix fondamentaux. Ainsi, le modèle de développement qui a prévalu depuis trente ans, et qui a amené les réussites que le secteur a connu, doit être révisé et permettre l'avènement de nouvelles productions, de nouvelles entreprises, de nouveaux modes d'organisation. Et nous ne pensons pas que ces nouveaux développements adviendront sans intervention forte et décidée de tous ceux en charge de la régulation du secteur.

Dans la mesure où la compétition va se renforcer continuellement sur les marchés de masse, l'avenir de notre secteur agroalimentaire passe par sa capacité à se positionner sur de nouveaux marchés en phase avec les valeurs, tendances et demandes des consommateurs, soit :

- La santé,
- La praticité des produits,
- L'authenticité,
- L'éthique,
- La durabilité,
- Etc.

À cet effet, nous attendons que le soutien gouvernemental aux entreprises stimule la diversification de l'agriculture dans l'ensemble des régions du Québec. Le gouvernement doit aussi accélérer la mise en œuvre des outils réglementaires de différenciation, lesquels permettront à nos produits de faire reconnaître leur différence et qualités spécifiques. Avec ces outils, doivent aussi être affectés des moyens humains et financiers.

Dans le même ordre d'idée, nous souhaitons voir étendu le soutien à l'investissement des PME dans les équipements et les nouvelles technologies permettant l'accroissement de la compétitivité des entreprises.

À quoi bon augmenter l'assurance de sécurité pour le consommateur si ce dernier se voit offrir des produits répondant à des niveaux de normes plus bas ? Nous souhaitons donc que les entreprises québécoises puissent se battre à armes égales contre les entreprises étrangères sur les marchés. Cela veut dire que les exigences au titre de l'innocuité des aliments doivent s'appliquer à tous les produits entrant sur le marché québécois. Il n'y a pas de développement possible si les règles de concurrence sont faussées.

Comme nous le disions précédemment, « Acheter Québec » doit devenir un réflexe de tous les jours. À ce titre, le gouvernement québécois doit envoyer un signal fort et donner l'exemple en imposant des niveaux minimum d'achat de produits régionaux dans le réseau des institutions gouvernementales.

Enfin, compte tenu de la concentration des agents du commerce de détail, le développement des outils de mise en marché en circuit court doit être favorisé, en particulier en assouplissant la législation sur les marchés publics.

ENCOURAGER LES ALLIANCES

Depuis quelques années, la concertation des acteurs de notre région a permis de belles avancées au titre de la connaissance mutuelle et du travail collectif. Le regroupement des forces de développement autour d'un projet régional favorise l'émergence de nouvelles initiatives et stimule la dynamique économique. Nous le vivons fortement en Chaudière-Appalaches, autour du plan stratégique 2005-2010.

Ces dynamiques de regroupement régional doivent être encouragés et systématisés. Dans cette optique, les organismes régionaux de concertation ont un rôle stratégique à jouer dans cette mobilisation. Faire vivre la concertation d'une filière requiert énergies et durée. Les tables régionales de concertation agroalimentaire ont, depuis des années, montré leur intérêt dans ce défi d'inventer notre avenir, c'est pourquoi elles doivent être reconnues comme des acteurs incontournables du développement agroalimentaire régional, et, à ce titre, confortées dans leurs mandats et leurs ressources.

Merci.